

L'HORIZON AFRICAIN

Hebdomadaire d'informations générales et d'analyses

N°224 du Jeudi 9 Novembre 2023

Prix: 500 F.CFA - Tél: 05.543.82.76 / 06.662.37.39 / E-mail: lhorizonafricain@gmail.com / www.lhorizonafricain.com

Siège : Hôtel Saphir - Centre-ville Brazzaville - Congo

Fécofoot (Fédération congolaise de football)


Jean Guy Blaise
Mayolas envisage
d'organiser
une journée
de la fédération



6 novembre 2023, 37^{ème} édition de la journée nationale de l'arbre

«Ensemble, plantons
les arbres pour lutter
contre les érosions
dans nos villes»

Quatrième revue du programme soutenu
par la Fec (Facilité élargie de crédit)

L'économie congolaise
en pleine reprise, avec
une croissance attendue
à 4% en 2023  (P.3)

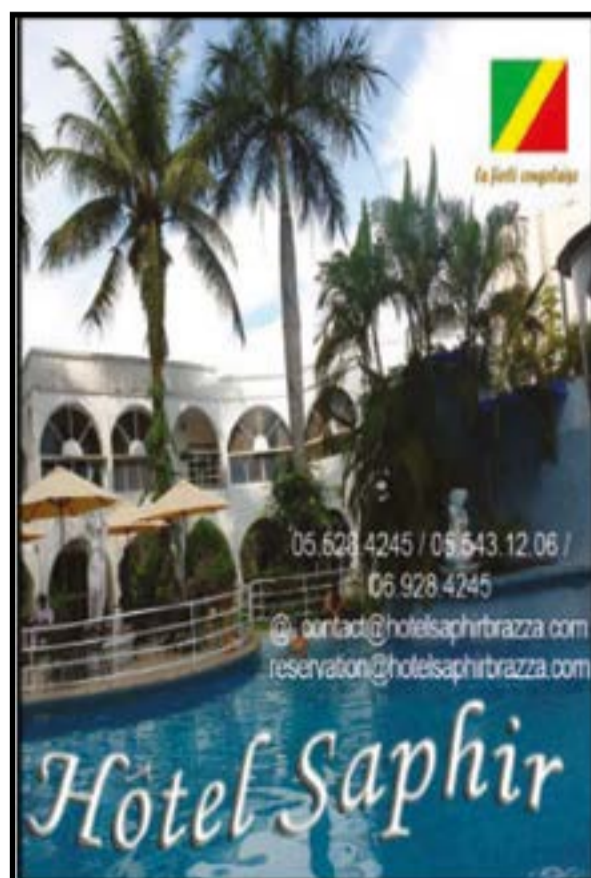


Le Président Denis Sassou-Nguesso plantant un arbre.  (P.4)

Finances publiques

La C.n.t.r examine
les rapports
d'enquête sur
la gestion de la
C.n.t.s et la Camu

 (P.3)



Centenaire de la République de Türkiye

A Brazzaville, l'ambassadeur Türemen met l'accent sur la coopération avec le Congo

A l'occasion du centenaire de la République de Türkiye, l'ambassadeur Hilmi Ege Türemen a offert une réception aux couleurs de son pays, lundi 30 octobre 2023, à l'Hôtel Radisson Blu, à Brazzaville. Le gouvernement y était représenté par Denis Christel Sassou Nguesso, ministre de la coopération internationale et de la promotion du partenariat public-privé, avec la participation du ministre d'Etat Pierre Mabiala et des ministres Emile Ouosso, Rosalie Matondo et Marie France Lydie Pongault, des membres du corps diplomatique accrédité au Congo, des cadres congolais ayant étudié en Türkiye et des élèves de l'école Turco-congolaise, accompagnés de leurs parents.

Deux allocutions ont marqué la cérémonie relative à la célébration du centenaire de la République de Türkiye, le message du Président turc, Recep Tayyip Erdogan, lu par le deuxième secrétaire de l'ambassade, Mustafa Dolay, qui apprécie à sa juste valeur les relations entre son pays et l'Afrique et l'allocution de l'ambassadeur turc, qui a rappelé l'histoire de la création de la République de Türkiye et les relations avec le Congo.

Selon l'ambassadeur Hilmi Ege Türemen, «la République de Türkiye a été fondée il y a 100 ans, sous la direction avisée du visionnaire, Président fondateur, M. Mustafa Kemal Atatürk, couronnant la guerre de l'indépendance, après la Première guerre mondiale. Sous la direction compétente d'Atatürk, de vastes réformes ont été mises en œuvre qui ont transformé le pays et permis la construction d'un Etat moderne, qui est aujourd'hui devenu un modèle de réus-



L'ambassadeur Hilmi Ege Türemen prononçant son allocution, sous le regard du ministre Denis Christel Sassou-Nguesso.



La coupure du gâteau du centenaire de la République de Türkiye



Le ministre Sassou-Nguesso arrivant à la cérémonie et accueilli par l'ambassadeur turc.

«Au cours des cent dernières années, la Türkiye a réalisé d'immenses progrès politiques, économique, sociaux et culturels. Dans la période

à venir et sous la direction éclairée de Son Excellence Recep Tayyip Erdogan, Président de Türkiye, nous serons de plus en plus déterminés à faire de ce centenaire

à venir «le siècle de la Türkiye», a-t-il poursuivi. En adhérant à l'Union européenne, la Türkiye s'est engagée à «devenir membre à part entière de l'Union dans un avenir proche et nous continuerons à travailler avec nos partenaires européens, pour atteindre cet objectif», a-t-il souhaité. La Türkiye est aussi membre de l'Otan (Alliance transatlantique Nord).

Face à la guerre d'Israël et le Hamas, le diplomate turc a appelé la communauté internationale à adopter des mesures concrètes «pour parvenir à une solution juste et durable à la question palestinienne». «En effet, rien ne peut excuser le fait de priver la population de Gaza d'électricité, de carburant, de nourriture et d'eau. Rien ne peut justifier le bombardement de civils, de mosquées et d'hôpitaux. Nous appelons à une cessation immédiate d'hostilités et de l'agression israélienne», a-t-il fait savoir.

Hilmi Ege Türemen a vanté les relations que son pays a développé avec l'Afrique en ces termes «depuis 2002, les relations entre la Türkiye et les pays africains ont gagné une importance considérable. En effet, la Türkiye, en tant que partenaire stratégique de

l'Union africaine, cherche à accroître sa coopération avec tous les pays africains à tous les niveaux». «Sur le plan bilatéral, cette année marque le 63ème anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques» entre la Türkiye et le Congo. Les deux pays sont déterminés à développer la coopération dans les domaines politique, économique, commercial et culturel. «Le volume des échanges est en hausse et devrait atteindre 150 millions de dollars d'ici fin 2023. Ce chiffre ne reflète pas le potentiel qui existe, il est néanmoins supérieur au chiffre des années précédentes», a-t-il fait remarquer. «A ce jour, environ 300 jeunes congolais ont bénéficié de bourses d'études complètes, leur permettant de poursuivre des études supérieures en Türkiye», a-t-il souligné. L'ambassadeur de Türkiye «souhaite aussi renforcer les relations militaires avec le Congo, notamment sur les échanges en matière de formation et d'industrie de la défense».

Chrysostome FOUCK ZONZEKA

lettre de Yakamambu

Mon très cher ami Mbulunkwé, mboté!

Nos amis communs Itoua, Mboundou, Tati et Yakamambu constatent que depuis un certain temps, les Congolais sont dépassés par la misère, la pauvreté et les vicissitudes de la vie. Tant bien que mal, ils luttent contre ces tempêtes. A tous ceux qui sont découragés, ils veulent dire que des tempêtes et des accidents, il y en a eu et qu'il y en aura encore.

En effet, n'importe qui le sait. Mais ce qu'Itoua, Mboundou, Tati et Yakamambu savent aussi, c'est que jamais ils ne trouveront le bonheur, la guérison, le pardon, s'ils laissent leur barque dériver avec le courant. Ils savent même très bien ce qu'ils trouveront s'ils se laissent dériver. Ils ne trouveront que ce qu'ils apportent avec eux dans leur barque: eux, eux-eux-eux. Et pas grand-chose pour tenir dans les tempêtes. Connaissez-vous des gens qui n'ont jamais croisé une tempête? Celui qui attend que les conditions météo soient favorables, risque d'attendre longtemps avant d'embarquer.

Au contraire, il faut partir et tenir le cap de la joie dans notre vie. C'est un commandement. Tirer les bords qu'il faut pour ne pas perdre de vue le cap de l'amour. Obéir à ces ordres, parce qu'ils contiennent la vie, bien plus que tout ce que nous pouvons ressentir dans nos émotions passagères et superficielles. Choisir de guérir. En tout cas, mettre le cap sur la guérison. Garder le pardon en ligne de mire. On apprend de ses erreurs. Et on se relève, les yeux fixés sur le cap.

Où en sommes-nous de la joie dans nos vies? Avons-nous choisi de mettre le cap sur l'amour? Un amour objectif, vrai, lumineux, qui est prêt à mourir pour ne pas renoncer à lui-même. Comprenez qui pourra. Au revoir et à bientôt!

Diag-Lemba.



L'Eau de source **Globaline** est une Eau parfaitement indiquée pour la préparation des biberons et adaptée à la consommation quotidienne de chacun.

Globaline est captée depuis la nappe phréatique dans les riches terres argileuses de Ngoyo à environ 150 mètres de profondeur. Sa pureté, sa légèreté et sa composition sans nitrate font d'elle une eau de source de première qualité.

Buvez **Globaline** pour une santé parfaite.

COMPOSITION PHYSICO-CHIMIQUE en mg/l

Calcium	17	Nitrates	<0.3
Magnésium	10.3	Chlorures	2.4
Sodium	1.6	Bicarbonates	92
Potassium	3.5	Sulfates	3
Silice		19.29	

pH=7.3 Résidu sec à 180°C=103mg/L

À conserver dans un endroit propre, sec et tempéré. Ne pas exposer au soleil ni près des substances très odorantes.



Globaline

Quatrième revue du programme soutenu par la Fec (Facilité élargie de crédit)

L'économie congolaise en pleine reprise, avec une croissance attendue à 4% en 2023

Une mission du F.m.i (Fonds monétaire international) conduite par l'économiste togolais, Roland Kangni Kpodar, chef de division adjoint au Département stratégie, politiques et évaluation du F.m.i, à Washington (Etats-Unis), a séjourné à Brazzaville, du 23 octobre au 2 novembre 2023, pour mener des discussions dans le cadre de la quatrième revue du programme de redressement économique approuvé par le Conseil d'administration du F.m.i, le 21 janvier 2022, et financé par la Fec (Facilité élargie de crédit). Selon la mission du F.m.i, la croissance de l'économie congolaise devrait atteindre 4% en 2023.

Présentant son rapport de mission au ministre de l'économie et des finances, Jean-Baptiste Ondaïe, jeudi 2 novembre 2023, dans la salle de réunion du siège de son cabinet, en présence des cadres évoluant dans ledit ministère, la mission du F.m.i a salué l'engagement et la détermination des autorités congolaises à respecter les accords conclus avec l'institution financière internationale.

L'objectif principal de la quatrième revue est, selon Roland Kangni Kpodar, «d'analyser le développement économique récent et faire une projection dans la deuxième moitié de 2024 et au-delà». «Nous avons félicité les autorités congolaises pour leur engagement à mettre en place les mesures des politiques économiques et des réponses structurelles pour sauvegarder la viabilité de la dette mais aussi et surtout jeter les bases d'une croissance économique solide», a indiqué le chef de la mission du F.m.i.

Selon la mission du F.m.i, «la croissance économique



Roland Kangni Kpodar (au milieu) et le ministre Jean-Baptiste Ondaïe

de l'industrie alimentaire, des constructions et des services. La croissance économique, portée principalement par le secteur non-pétrolier, devrait se renforcer pour atteindre une moyenne de 4% à moyen terme». «Des avancées notables ont été réalisées au cours de la mission dans les échanges sur les mesures politiques visant à favoriser la consolidation budgétaire et à faire progresser les réformes structurelles clés. Au rang des priorités, figure la création d'espace budgétaire: - en stimulant la mobilisation

des recettes intérieures au moyen de la rationalisation des exonérations fiscales; - en accordant la priorité aux dépenses sociales essentielles et à l'investissement dans les infrastructures clés; - et en rationalisant les subventions accordées au secteur de l'énergie, accompagné de mesures sociales d'atténuation en faveur des populations les plus vulnérables.

Des efforts soutenus sont aussi nécessaires pour renforcer la mise en œuvre des réformes structurelles afin de renforcer la gestion des investissements publics, améliorer la gouvernance, et assainir les finances publiques. Ceci afin d'ancrer durablement la consolidation budgétaire, réorienter les dépenses vers les besoins sociaux et les infrastructures essentielles, maintenir la dette publique à des niveaux viables et ainsi jeter des bases solides pour une économie plus forte et plus diversifiée».

Roland Kangni Kpodar a précisé que «des échanges virtuels se poursuivront dans les prochains jours, pour finaliser les détails de la mise en œuvre de ces politiques, afin de parvenir à un accord au niveau des services. L'achèvement de la revue sera soumis à l'approbation du conseil d'administration du F.m.i.».

Chrysostome FOUCK ZONZEKA

Editorial

Pourvu que la politique ne soit pas l'élément perturbateur!

Des rumeurs sur un éventuel remaniement gouvernemental. Il y en a qui parlent même de la formation d'un gouvernement d'union nationale, on ne sait trop pour quelle raison, puisque la majorité actuelle bénéficie d'une grande stabilité et même si elle se renforce avec l'arrivée d'autres partis, cela ne justifie pas la mise en place d'une équipe gouvernementale d'exception, baptisée d'union nationale.

Le travail de réformes économiques engagé à travers le programme de redressement accompagné par le Fonds monétaire international (F.m.i) s'avère prometteur et ses résultats sont encourageants sur le plan macro-économique. Les conclusions de la quatrième revue effectuée par la mission du F.m.i témoignent de la bonne direction prise. Dans les perspectives macro-économiques de la Cemac (Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale), le Congo est en bonne position, avec comme seul écueil, la dette publique qui représente, aujourd'hui, 93,77% du P.i.b (Produit intérieur brut), soit 23 points de base au-dessus de la norme Cemac qui est de 70% du P.i.b. Grâce au plan de résilience, l'inflation est tout de même contenue à un niveau acceptable, en dépit des facteurs internationaux défavorables, avec la guerre en Ukraine et au Moyen-Orient. Comme escompté, la croissance économique est attendue cette année, à 4% selon le F.m.i.

C'est au niveau micro-économique où l'impact des réformes n'est pas encore ressenti comme il se doit par les populations. Si les salaires des fonctionnaires de l'Etat sont régulièrement versés à la fin de chaque mois, dans le secteur privé et les structures à budgets de transfert, cette performance est toujours attendue. Le remboursement difficile de la dette publique intérieure ne permet pas au secteur privé de se relancer convenablement. Les difficultés économiques se manifestent encore au sein des couches sociales, en raison du niveau de chômage élevé et des pertes d'emplois. Raison pour laquelle le F.m.i insiste d'ailleurs sur la nécessité de «réorienter les dépenses publiques vers les besoins sociaux et les infrastructures essentielles».

C'est autant dire que le programme des réformes permet de remettre l'économie nationale sur une bonne voie de relance. Dans ces conditions, un bouleversement profond de la configuration de l'exécutif aura comme effet, à coup sûr, de retarder ce programme de réformes, après une récession qui dure depuis 2015. Cela ne se comprendrait tout simplement pas, même si des retouches sont toujours possibles.

L'HORIZON AFRICAIN

Finances publiques

La C.n.t.r examine les rapports d'enquête sur la gestion de la C.n.t.s et la Camu

La C.n.t.r (Commission nationale de transparence et de responsabilité dans la gestion des finances publiques), tient sa quatrième session ordinaire, du 7 au 16 novembre 2023, pour examiner les rapports d'enquête sur la C.n.t.s (Centre national de transfusion sanguine) ainsi que celui du projet Camu (Caisse d'assurance maladie universelle). La cérémonie d'ouverture de cette session a eu lieu dans la salle de conférence de l'Hôtel Michael's, à Brazzaville, devant la presse nationale et internationale.

D'une durée de plus de neuf jours, la quatrième session ordinaire de la C.n.t.r intervient après la tenue, du 19 au 23 septembre dernier, d'un atelier de renforcement des capacités des membres et personnels de cette structure, sur le code relatif à la transparence et à la responsabilité dans la gestion des finances publiques. L'ordre du jour de la quatrième session comprend, entre autres, l'examen des ressources de fonctionnement du Centre national de trans-

fusion sanguine ainsi que la mobilisation des ressources de la Caisse d'assurance maladie universelle. Dans son discours d'ouverture, le président de la C.n.t.r, Joseph Mana Fouafoua, s'exprimant au sujet du C.n.t.s, a déclaré que «la mauvaise gestion des ressources des structures est assise sur des textes soit caduques soit non-validés, soit encore inadaptés. Ce qui est la cause essentielle des ruptures récurrentes en produits sanguins et des arriérés des salaires



La photo de famille après la cérémonie d'ouverture

du personnel». Il souligné que «la prise en compte de ce rapport devrait conduire à l'amélioration de la gouvernance administrative et financière de ce centre, ce qui garantirait la disponibilité de produits sanguins fiables et limiterait conséquemment les pertes en vies humaines que nous déplorons dans nos formations sanitaires», a-t-il indiqué.

S'agissant du projet Camu, le président Joseph Mana Fouafoua a fait savoir que «l'unité de gestion du projet mis en place, manque cruellement de ressources». Il s'est réjoui du fait qu'«un effort considérable est observé, ces derniers temps, à en croire les différents textes pris par le gouvernement visant la création et le fonctionnement de cette institu-

tion tant attendue par les populations». Il a, également, souligné l'intérêt de poursuivre les investigations sur la question des ressources relatives à la lutte contre le coronavirus, par l'audition des personnes impliquées dans la chaîne des ressources et dépenses. «Le rapport définitif de la C.n.t.r est bouclé et sera soumis pour avis contradictoire aux départements ministériels visés», a-t-il affirmé. «La C.n.t.r est actuellement en mission pour contrôler la gestion financière de la C.r.f (Caisse de retraite des fonctionnaires), du Fonea (Fonds national pour l'employabilité et l'apprentissage) ainsi que du Fonds national pour la promotion

et le développement des activités sportives», a-t-il ajouté. Signalons que cette quatrième session ordinaire de la C.n.t.r se tient dans un contexte économique et social national marqué par le redressement de la situation économique de notre pays, de la poursuite des négociations avec le F.m.i (Fonds monétaire international) devant aboutir à des facilités budgétaires y compris le basculement progressif de l'administration publique, du budget de moyens vers le budget programme. Pourvu que le rapport de la C.n.t.r soit suivi d'effets au niveau du gouvernement.

Roland KOULOUNGOU

6 novembre 2023, 37^{ème} édition de la journée nationale de l'arbre

«Ensemble, plantons les arbres pour lutter contre les érosions dans nos villes»

Lundi 6 novembre 2023, la communauté nationale a célébré la 37^{ème} édition de la journée nationale de l'arbre. Cette année, le thème retenu est: «Ensemble, plantons les arbres pour lutter contre les érosions dans nos villes». En séjour à Oyo, dans le Département de la Cuvette, le Président de la République, Denis Sassou-Nguesso, a sacrifié au rituel du planting d'arbres sur un site situé au village Miaba, dans le District d'Oyo, en présence de Mme Carine Saturnin Milandou, directrice générale du Centre national d'inventaire et d'aménagement des ressources forestières et fauniques, qui y a représenté la ministre de l'économie forestière.

Le thème de la journée nationale de l'arbre, cette année, a amené le Président de la République à évoquer le phénomène des érosions dans les villes du pays. Il a surtout demandé de sensibiliser la population qui construit sur des terrains non autorisés où ces phénomènes se manifestent.

«Le thème qui a été retenu est, à mon avis, un thème très important. Je crois que, à cause de l'occupation, il faut souvent le dire, parce que vous les journalistes, lorsque vous allez constater des érosions, des glissements de terrain ici et là, vous amenez le propos à la radio et à la télévision, pour rendre le gouvernement seul responsable des dégâts. Vous n'éduquez pas le peuple sur l'occupation anarchique des sols, sur les constructions aux endroits qui ne devraient pas être autorisés à la construction. Vous allez faire vos enquêtes, vous voyez même quelqu'un qui a construit sa maison sous un transport d'électricité très haute tension..., vous n'éduquez pas le peuple. L'information, c'est aussi l'éducation des populations. Donc, cette année était pla-



Le Président Denis Sassou-Nguesso plantant un arbre.

cée sous le thème de la lutte contre les érosions, un thème bien à propos, parce que justement à Brazzaville ou à Pointe-Noire, je ne cite que les deux plus grandes agglomérations, nous avons à mener une lutte, mais alors une lutte très grande contre les érosions. Vous les voyez, vous les journalistes, puisque c'est vous qui faites les reportages. Alors, je crois que c'est un bon thème, j'espère que, à Brazzaville et à Pointe-Noire, les populations se sont effectivement mobilisées là où il y a des érosions, pour essayer de les combattre et aussi certainement sauver ceux qui se sont pla-

cés hasardeusement à ces endroits et qui risquent de perdre leurs maisons», a dit le Chef de l'Etat. Signalons que le Premier ministre chef du gouvernement a, quant à lui, effectué le planting d'arbres à Mbé, dans le Nord du Département du Pool où, par ce geste, il a officiellement lancé le projet de création du puits carbone, appelé «Jardin carbone de Mbé». C'était en compagnie de quelques membres du gouvernement, dont la ministre de l'économie forestière, Rosalie Matondo, des parlementaires,

des membres du corps diplomatique, etc.

Réalisé par la société italienne, «Renco green sarlu», ce projet prévoit la mise en place de plantations forestières industrielles et agroforestières, avec la plantation d'acacias, une espèce à croissance rapide et fixatrice d'azote, sur une superficie de 40 mille hectares. A l'occasion de la journée nationale de l'arbre, 142 mille plants ont été plantés sur une superficie de 150 hectares.

Si la journée a été célébrée, reste que le mois de novembre est consacré au planting d'arbres et pour aider les citoyens à se procurer les plants, le Ministère de l'économie forestière a disposé une foire aux plants qui se tient du 20 octobre au 30 novembre 2023, à son siège, à Brazzaville, et aussi dans les villes de Pointe-Noire, Dolisie et Oyo. Si cette journée mobilise, chaque année, les officiels du pays, en revanche, sa dimension populaire a du mal à s'affirmer. Pour cette journée, il est dit que «chaque Congolais, quel que soit le lieu de sa résidence, doit accomplir un devoir civique en plantant au moins un arbre d'essence fruitière ou forestière». Les collectivités locales sont mises à contribution pour cela. On devrait donc mobiliser aussi les populations, la jeunesse surtout à travers les élèves du système éducatif national, à accomplir le geste de planting d'arbres.

Urbain NZABANI

PROPOS D'ÉTAPE

Demain est arrivé!

Prométhée était à la présentation de son dernier ouvrage, «Il est déjà demain». Le titre en lui-même était déjà annonciateur; on le sentait d'ailleurs avec sa voix. On savait qu'il attendait déjà. Et, comme Prométhée le prévoyant, il avait résolu de solder ses comptes, surtout avec lui-même.

Les amis idéologiques étrangers de l'époque de l'enthousiasme révolutionnaire lui en avaient fait baver, lorsqu'il était étudiant. Et sa bourse, et ses courriers à sa fiancée faisaient l'objet de rétention incompréhensible. Il avait été poussé à l'extrême, pour recouvrer ses droits. Mais, il les soutiendra plus tard, lorsqu'il arrivera aux affaires publiques. Il avait cru au système; il en avait même écrit «l'ode à la joie». Il en avait été l'une des pièces maîtresses, notamment en sa période lumineuse, parce qu'il porte en lui les traces d'une association panafricaine à l'étranger, qui a forgé des milliers et des milliers de consciences politiques africaines. Mais, il en avait aussi un regard critique. Quand on peut pleurer et rire d'un système, quand on peut décrire les sans-dents, décrire leur panier de ménagère par rapport à celui de ceux d'en-haut, on est forcément critique. Quand on peut aborder quelques problèmes de l'Afrique post-coloniale, le comportement de la classe dirigeante, son incompetence, son hypocrisie et ses mauvaises mœurs, quelle que soit la subtilité qu'on y met, on est forcément dans le roman politique. Il a fait une critique acerbe du système dans lequel pourtant, il évoluait. Il a été et reste un intellectuel. Il a beaucoup écrit. Il a apporté des contributions significatives à la langue française, au roman, au roman politique. Il a remporté plusieurs prix pour cette langue. Il avait tenté d'en devenir le dépositaire. Mais, il semble que son passé «de communiste» ait joué contre lui.

Il a aussi souffert de «la ligne de couleur». «Le méridional» est un questionnement lancinant sur ce que veut dire «être métais». Le métissage lui conférait-il un complexe de supériorité? Avait-il été un handicap pour lui? Quelle est la ligne de marcation entre le noir et le blanc? N'était-il pas craint parce qu'intellectuel et presque blanc? Mais demain est arrivé trop vite. Comme dit le poète, ce n'est pas lui qui est en avance, mais c'est l'homme qui est en retard. Lui a fait son introspection avant que demain n'arrive. Mais, il est arrivé bien plutôt, car il avait encore bien des choses à nous dire et à nous apprendre. Maintenant qu'il a déposé ses outils, qu'il repose en paix!

Prométhée

Ministre en charge de la jeunesse et de l'éducation civique

S'inspirer du modèle rwandais, pour l'insertion sociale des jeunes

Le ministre de la jeunesse et des sports, de l'éducation civique, de la formation qualifiante et de l'emploi, Hugues Ngouélondélé, a effectué la semaine dernière, une visite de travail au Rwanda qui l'a conduit à visiter le Centre de réhabilitation et de formation professionnelle d'Iwawa, situé à 350 kilomètres de la capitale, Kigali, à l'Île d'Iwawa, sur le Lac Kivu. Le ministre en charge de la jeunesse et de la formation qualifiante veut s'inspirer de l'expérience rwandaise, dans la perspective de l'ouverture du Centre d'insertion et réinsertion d'Aubeville, situé dans le District de Madingou (Département de la Bouenza).

Lancé à la fin des années 2000, le Centre de réhabilitation et de formation professionnelle d'Iwawa, situé sur une île du Lac Kivu, prend actuellement en charge plus de 5.000 jeunes rwandais, dont l'âge moyen est de 18 ans. Ce sont des jeunes en conflit avec la loi (toxicomanes, prostituées, délinquants, enfants de la rue...) formés dans ce centre, pour leur réinsertion socio-professionnelle, en suivant des formations dans des métiers

artisanaux divers.

Le Ministère rwandais en charge de la jeunesse, en collaboration avec des organisations s'occupant de la jeunesse, a pensé mettre en place des centres de réhabilitation et de formation, afin de rééduquer cette jeunesse qui constitue l'avenir de pays, au lieu d'être un fardeau pour leurs familles ainsi que pour le pays, que cette jeunesse soit plutôt une source de bonheur et de production du pays,

grâce aux connaissances professionnelles acquises dans divers métiers artisanaux. Ils sont à la charge de l'Etat pour ce qui est du logement, de la nourriture, des soins de santé, des uniformes qu'ils portent et d'autres moyens de subsistance.

Ces centres ne concernent pas seulement les jeunes de la rue, mais aussi toute la jeunesse qui n'a pas eu la chance de poursuivre les études et qui veut ap-



Le ministre Hugues Ngouélondélé lors de sa visite au Rwanda

prendre un métier (menuiserie, maçonnerie, pêche, art, électricité, mécanique automobile, coupe-couture, etc). Ils apprennent aussi les langues comme l'anglais et le swahili. De plus en plus de jeunes s'inscrivent dans ces formations, de manière volontaire.

Après une année de formation, ils obtiennent des certificats qui leur permettent

de rechercher un emploi au niveau national, régional et même international. D'autres, avec le soutien des autorités locales de leurs districts ou secteurs de provenance, bénéficient de matériel de base, pour démarrer leurs propres projets.

La première promotion est sortie le 18 mai 2011. Au total, 752 jeunes ont obtenu

les certificats dans les métiers comme la maçonnerie, l'apiculture, l'agriculture, la charpenterie, la coupe-couture, la mécanique automobile, etc. Critiqué au départ comme étant une prison où les droits de l'homme n'étaient pas respectés, ces centres de réinsertion sociale des jeunes sont devenus des références en la matière. Les membres des familles des jeunes en formation, les responsables des O.n.gs de développement et de défense des droits de l'homme, la presse, les membres des confessions religieuses, peuvent à tout moment visiter le centre d'Iwawa, sans aucune condition.

Visitant ce centre, le ministre Hugues Ngouélondélé et la délégation qui l'accompagnait ont été renseignés sur les 13 étapes que les jeunes rwandais en formation suivent à travers les trois services de réhabilitation et de réintégration, notamment les centres d'Iwawa, de Nyamagabe et d'Itagata.

Luze Ernest BAKALA

Parlement

Une journée parlementaire sur les défis et opportunités du changement climatique

Les deux chambres du parlement ont tenu, mercredi 25 octobre 2023, une journée parlementaire qui a réuni députés et sénateurs, sur le thème: «Les défis et opportunités du changement climatique en République du Congo», avec le partenariat de la Banque mondiale. Dans le discours qu'il a prononcé à l'ouverture de cette journée, Isidore Mvouba, président de l'assemblée nationale, a souligné la problématique du changement climatique, en mettant l'accent sur le rapport de la Banque mondiale qui suggère la diversification économique, pour un développement inclusif et résilient. Voici un large extrait de ce discours sur le changement climatique.

«Cette journée parlementaire a vocation à doter les députés et sénateurs d'outils nécessaires, pour mieux appréhender les défis et challenges du changement climatique, ainsi que l'importance du financement climatique, à l'heure où se tient, au parlement congolais, la session budgétaire. «Transformer la crise climatique en opportunités, pour mettre fin à la pauvreté et promouvoir une prospérité partagée» est le résultat attendu de cette journée, pour coller à son thème.

Légiférer pour réduire l'émission des gaz à effet de serre dans notre pays et dans le monde sous-entend d'être au fait des recommandations du récent rapport du groupe de la Banque mondiale sur le climat et le développement de la République du Congo. Ce rapport met en exergue les opportunités des marchés du carbone, sources de richesse d'amélioration des conditions de vie des Congolaises et des Congolais. Le marché du carbone qui s'est invité, depuis longtemps, dans les économies des pays occidentaux, s'avère être une réelle opportunité pour les pays des grands bassins forestiers de la planète, qui jouent un rôle pivot dans l'équilibre carbone, aux fins de stimuler leur développement et préserver les écosystèmes de biodiversité.

Pourquoi donc les pays peu pollués doivent payer à la place des grands pollueurs?

Pourquoi donc, dans ce contexte, certains pays doivent ralentir leur développement, parfois au prix de leur progrès économique et social, au profit d'autres qui se développent à une vitesse grand V? Léonard Da Vinci a dit, je cite: «Le mouvement est le principe de toute vie». Par conséquent, il ne serait pas incongru que l'ordre actuel des choses soit revu, pour que l'équité soit la norme entre les pays pollués et les pays moins pollués.

La présente journée parlementaire, qui se tient en marge du sommet des trois bassins forestiers sur les défis et opportunités du changement climatique



Isidore Mvouba, président de l'assemblée nationale.

en République du Congo, est un moment de brainstorming sincère qui devrait aboutir à la suggestion d'une législation à même de renforcer la résilience de notre pays, face aux effets pervers du réchauffement climatique. Des questions suivantes nous viennent à l'esprit: comment aller vers une agriculture climato-intelligente? Comment mettre en place un système d'alerte précoce pour combattre les maladies climato-sensibles comme le paludisme? Comment promouvoir une croissance verte et résiliente? Ce sont autant de problématiques que le groupe de la Banque mondiale aborde dans son récent rapport, qui devrait donner aux parlementaires que nous sommes, matière à réflexion.

Les présents échanges avec les experts du groupe de la Banque mondiale devront converger vers la mise en œuvre d'une législation propice à une meilleure gestion des forêts, avec à la clé, la protection des tourbières pour permettre au Congo, notre pays, de bénéficier de la vente des crédits carbone sur le marché international.

Le Président Denis Sassou-Nguesso a affirmé, à juste titre, au sommet de l'Amazonie, je cite: «Il est plus que temps que nos voix s'unissent, se fassent entendre et soient prises en compte dans les enceintes où l'on décide de l'avenir du monde».

Le parlement congolais,

plus qu'engagé pour un Congo vert, prospère et résilient, se devra de suivre avec une attention soutenue, les résolutions du sommet des trois bassins forestiers, en vue d'une législation forte, pour une lutte efficace contre le réchauffement climatique. Ceci étant dit, qu'il me soit donc permis de saluer le groupe de la Banque mondiale, pour l'important rapport qu'il venait de publier. Ce rapport honore, il faut le reconnaître, la République du Congo «à la croisée des chemins», et son Président, Son Excellence Monsieur Denis Sassou-Nguesso, qui est à l'avant-garde, comme tout le monde le sait, du combat contre le réchauffement climatique. Vous vous souviendrez que le 8 novembre 2022, à Charm el-Cheick, en Egypte, le Président Denis Sassou-Nguesso, devant la tribune de la Cop-27, réaffirmait «la ferme volonté et la détermination du Congo à participer activement à l'effort mondial de la lutte contre les changements climatiques».

«Votre rapport publié en début de ce mois d'octobre 2023 présente le Congo comme un pays à faible émission de gaz à effet de serre sur les émissions mondiales, 0,06% ai-je lu, un pays qui célèbre depuis 40 ans la journée mondiale de l'arbre, le 6 novembre de chaque année, un pays aux nombreux actifs renouvelables. Votre rapport relève en outre, qu'avec ses

220 millions d'hectares de couvert forestier, le Bassin du Congo est la deuxième région forestière dense et humide de la planète; la première étant l'Amazonie. Le Bassin du Congo capture, avez-vous publié, plus de 30 milliards de tonnes de gaz carbonique, soit l'équivalent de trois années

d'émissions cumulées de l'ensemble de nos pays. Au regard d'une telle description du Congo et du Bassin du Congo, il n'est pas exagéré de dire, comme Denis Sassou-Nguesso, que l'Afrique est l'enjeu de la planète, l'un des endroits où seront relevés les défis du développement durable, pour la survie de la planète. C'est ainsi que nos échanges nous permettront, j'en suis sûr, de contribuer à arrimer l'action climatique au développement inclusif et durable, et à intégrer le changement climatique parmi les outils de planification budgétaire. En effet, au travers des réformes susceptibles de mettre en œuvre l'agenda climatique, nous aurons ainsi tous participé à transformer, dans le cadre de l'environnement et du développement durable, les avantages comparatifs en avantages compétitifs du Congo, engagé sur la voie de la diversification économique, en marche vers un développement inclusif et résilient.

Avant de terminer, je voudrais saluer l'engagement des partenaires au développement et particulièrement du groupe de la Banque mondiale, pour l'accompagnement dans la construction de la résilience de la République du Congo, face au dérèglement climatique. C'est sur cette note d'espoir que je déclare ouverts les travaux de cette journée parlementaire.

M.r (Mouvement républicain)

Lancement et présentation officielle du site Internet du parti



Destin Gavet, président du M.r

Méline Destin Gavet Elongo, président du M.r (Mouvement républicain), parti situé à l'opposition, a procédé, samedi 28 octobre 2023, au siège de son parti, au Quartier Diata, dans le premier arrondissement Makélékélé, à Brazzaville, au lancement et à la présentation officielle du site Internet de son parti, en présence des cadres et militants du dit parti.

A l'ère du numérique, il faut s'arrimer au monde de l'information et de la communication. C'est dans cette optique que le président du M.r, Méline Destin Gavet Elongo a doté son parti d'un outil de communication, pour permettre aux militants et sympathisants d'être rapidement informés des activités des différentes instances du parti et, surtout, trouver des réponses aux questions qu'ils se posent.

www.mouvementrepublicain.org, «un site Internet dynamique qui vient révolutionner la pratique politique» dans notre pays, a déclaré Destin Melaine Gavet Elongo. C'est aussi «un outil d'information et de formation pour tous. Il ne faut pas hésiter de le consulter et vous trouverez des réponses à vos préoccupations», a-t-il ajouté.

Le site Internet est lancé, afin de maximiser la campagne nationale d'adhésion que le parti a lancé il y a quelques semaines. «Avec cet instrument de communication, l'adhésion au M.r devient rapide et facile. Pour éviter que notre site soit piraté de temps en temps, nous procéderons au changement du code qui y donne accès», a-t-il indiqué. «Le site Internet du parti vous renseigne sur toutes les activités du parti, de ses structures et de ses animateurs. Plus de questions surprises. Nous venons là de résoudre une question importante pour la vie du parti. Notamment son organisation et son fonctionnement», a-t-il expliqué.

Narcisse MAVOUNGOU

L'HORIZON AFRICAIN

Direction: 06.662.37.39 / 05.543.82.76 / 06.879.50.69

E-mail: lhorizonafricain@gmail.com

Visitez notre Site Internet, www.lhorizonafricain.com, et téléchargez les journaux PDF



7 JOURS DE CHAINES EN PLUS TOUT DE SUITE !



REABONNEZ-VOUS AVANT LA COUPURE DE VOS CHAINES ET PROFITEZ INSTANTANEMENT D'UNE SEMAINE DE CHAINES EN PLUS.

 **92 92**
(COUT D'UNE COMMUNICATION LOCAL
SECON VOTRE OPERATEUR FIXE OU MOBILE)
 **CANAL+ CONGO**

CANAL+

Congo

Décès à Paris, de l'écrivain et ancien Premier ministre du Congo, Henri Lopès

Homme politique congolais, diplomate et surtout écrivain, Marie Joseph Henri Lopès, plus connu sous son nom de Henri Lopès, est né le 12 septembre 1937, à Léopoldville, alors capitale de l'ancienne colonie belge, le Congo-Léopoldville, est décédé, selon un communiqué de l'ancien ministre de la justice, Joseph Ouabari, dans la nuit du jeudi 2 novembre 2023, à l'Hôpital Foch, à Suresnes, en banlieue de Paris, en France.

Henri Lopès a fait ses études primaires à Brazzaville, au Moyen-Congo (colonie française), puis à Bangui, en Centrafrique. C'est en France qu'il a poursuivi ses études secondaires, avant d'intégrer La Sorbonne pour ses études supérieures qu'il a terminées en 1963, pour devenir professeur.

Deux ans après, en 1965, après ce qu'on appelait la «Révolution des 13, 14 et 15 août 1963» ayant provoqué la chute du régime du Président Fulbert Youlou, Henri Lopès regagne le Congo-Brazzaville, au moment où la gauche était au pouvoir, avec Alphonse Massamba-Débat comme Président de la République. Il est enseignant d'histoire à l'Ecole normale supérieure d'Afrique centrale à Brazzaville. Un an après, en 1966, il est nommé directeur général de l'enseignement.

Etant à Brazzaville, il participe au congrès fondateur du P.c.t (Parti congolais du travail) qui se tient du 29 au 31 décembre 1969, sous la direction du Président Marien Ngouabi. Ce congrès fait du Congo une République Populaire, avec l'adoption d'un nouveau drapeau et d'un nouvel hymne national d'inspiration socialiste. Mais par la suite, le nouveau régime sera secoué par de multiples crises politiques, dès la première année de son existence.

Le lieutenant Pierre Kinganga est un A.e.t (Ancien enfant de troupe à l'Ecole général Lelerc de Brazzaville), formé à l'Ecole militaire d'application de Saint-Maixent en France et à l'Ecole supérieure de commandement des troupes aéroportées de Riazan, dans l'ex-URSS, pendant un an (de 1965 à 1966). Classé comme officier de droite et surnommé Sirocco, il est proche de l'ancien Président Fulbert Youlou, exilé en Espagne. Sous le régime du Président Alphonse Massamba-Débat, Sirocco est arrêté en 1968 pour son implication dans une tentative de putsch menée par un mercenaire français appelé Jacques Debré, surnommé Debreton. Il retrouve la liberté dans la crise politique qui provoque la chute du Président Massamba-Débat. Mais, très vite, il se brouille avec le nouveau régime dirigé par le Président Marien Ngouabi et trouve refuge à Kinshasa. Le 23 mars 1970, Sirocco tente une aventure solitaire de coup



Henri Lopès, il est déjà demain

d'Etat à Brazzaville, en prenant, avec quelques jeunes, le contrôle de la radio nationale, «La Voix de la Révolution». Il y diffuse ce qui était alors l'ancien hymne national, «La Congolaise». La tentative de putsch est rapidement écrasée le jour même par l'armée et son meneur, le lieutenant Kinganga, est tué sur les lieux de la radio. Mais, la crise politique s'installe au sein du nouveau parti unique au pouvoir, où une frange exige de plus en plus la radicalisation de la révolution, alors qu'une autre aile prêche la souplesse.

Voilà comment arrive, en février 1972, une autre tentative de coup d'Etat, cette fois fomentée par l'extrême gauche du Parti congolais du travail. Ange Diawara Farimaka est un étudiant en sciences économiques qui décide d'interrompre ses études pour s'engager en politique, un an après la «Révolution des 13,14 et 15 août 1963». Très vite, il intègre la Défense civile, qui est la garde présidentielle et la gardienne de la révolution, en s'appuyant sur la J.m.n.r (Jeunesse du Mouvement national de la révolution), dans un climat de terreur, d'arrestations et d'assassinats au petit matin. Très vite, le Président Massamba-Débat fait de lui le chef de la Défense civile et donc le chef de sa sécurité. Quand éclate, en juillet 1968, la crise entre le Président Massamba-Débat et l'armée où se distingue le capitaine Marien Ngouabi comme chef de file de la fronde militaire, Ange Diawara bascule dans le camp des militaires. Marien Ngouabi fait de lui premier

vice-président du Conseil national de la révolution, un organe de 40 membres (politiques et officiers de l'armée) mis en place le 4 août 1968, pour vider le Président de la République, Alphonse Massamba-Débat, de l'essentiel de ses pouvoirs, en faisant de lui un simple membre de cet organe. Le 4 septembre 1968, le Président Massamba-Débat démissionne officiellement de ses fonctions à la tête du pays. Du 5 septembre au 1er janvier 1969, les fonctions de Chef d'Etat sont assurées par le commandant Alfred Raoul, suivant un Acte fondamental mis en place. Mais en réalité, c'est le capitaine Marien Ngouabi qui tient les rênes du pouvoir, appuyé entre autres, par certains officiers de l'armée dont celui qui devient le lieutenant Ange Diawara, après l'intégration des éléments de la Défense civile dans l'Armée populaire nationale.

Très populaire au sein de la jeunesse, Ange Diawara est réputé comme un homme intègre, excellent sportif d'arts martiaux et grand idéologue marxiste, proche de Claude-Ernest Ndalla, alias Ndalla Graïlle, et d'Edouard Ambroise Noumazalaye, qui tiennent l'aile du marxisme pur et dur au sein du P.c.t.

Après la tentative de coup d'Etat de Pierre Kinganga, Ange Diawara fait son entrée au gouvernement comme ministre du développement, chargé des eaux et forêts, formé après la tenue, du 30 mars au 1er avril 1970, du premier congrès extraordinaire du P.c.t. Mais, à cause de son activisme trop prononcé en

faveur de la radicalisation de la révolution, il est évincé du gouvernement et du Conseil d'Etat, en décembre 1971. Il faut dire que les rivalités étaient grandes au sein du parti et autour du Président Ngouabi. Le 22 février 1972, Diawara revient avec une tentative de coup d'Etat, issue

d'une vaste conspiration de la gauche au sein du P.c.t contre le Président Marien Ngouabi, accusé de beaucoup de maux, dont la mauvaise gouvernance et le tribalisme (Obumitri). La tentative de putsch, baptisée le M22 (Mouvement du 22 février 1972) échoue. Le Président Marien Ngouabi en profite pour procéder à une grande purge au sein de son parti, avec de multiples arrestations et des procès expéditifs. Après son maquis à Goma-Tsésé, Diawara et treize de ses compagnons sont capturés, abattus et leurs corps exhibés au Stade de la révolution (actuel Stade Alphonse Massamba-Débat).

C'est en 1969, après la fondation du P.c.t, que Henri Lopès entre au gouvernement comme ministre de l'éducation nationale. En 1972, il devient ministre des affaires étrangères. C'est à lui que le Président Marien Ngouabi fait recours, le 28 juillet 1973, pour atténuer la crise politique issue de la tentative de coup d'Etat de 1972, pour le nommer Premier ministre. Le 18 décembre 1975, il est remplacé par Louis Sylvain Goma. Henri Lopès va revenir au gouvernement comme ministre des finances de 1977 à 1980, malgré le changement de régime qui intervient après l'assassinat du Président Marien Ngouabi et le renversement du C.m.p (Comité militaire du parti), dirigé par le général Jacques Joachim Yhomby Opango. Puis, il quitte le Congo pour travailler à l'Unesco, à Paris, où il devient, à partir de 1982, directeur général adjoint, jusqu'en 1998. Il retrouve la politique

Témoignage

Henri Lopès, l'écrivain diplomate

De par sa culture, sa formation et les valeurs qu'il défendait, Henri Lopès avait la vertu de regarder les événements en face. L'amour de l'ordre et un réel esprit de suite étaient en lui. Le bruit lui était insupportable. D'où la grande sérénité, le calme et la patience qu'on lui reconnaissait. L'humilité, il l'avait. La discrétion également.

C'était là des qualités, nécessaires pour être un bon diplomate. Et elles ont fait de Henri Lopès, l'ambassadeur que le Congo attendait de lui aux postes où il devait représenter son pays. Ayant su maintenir d'excellentes relations entre le Congo et les États ainsi que les institutions dont il avait la juridiction. Ci-dessous, en image, Henri Lopes aux côtés du Président Jacques Chirac, pour le cas de la France. En Espagne, face au Roi Juan Carlos et au Vatican, devant le Pape François.

Pour cette qualité de diplomate, l'ambassadeur Henri Lopès était doté d'une grande capacité d'adaptabilité. Sachant mettre en première ligne les intérêts politiques, économiques, culturels et sociaux de son pays, dans toute négociation avec le camp adverse. Flairant ce qui pouvait arriver dans le pays hôte, l'analyser et en informer son gouvernement. Comme pour tout humain, la mission de l'ambassadeur Henri Lopès n'a pas été parfaite, de bout en bout. Mais, il l'a assumé, avec honneur et dignité, faisant à toute épreuve prévaloir son sens du devoir.

Joseph OUABARI MARIOTTI
Ancien Secrétaire Général par intérim aux affaires étrangères

L'HORIZON AFRICAIN

Direction: 06.662.37.39 / 05.543.82.76
E-mail: lhorizonafricain@gmail.com /
Site Internet: www.lhorizonafricain.com

Sous l'immatriculation
108/MCM/DGAI/DPE du 19 Mars 2019

Directeur de publication par intérim :
Hervé EKIRONO
Rédacteur en Chef :
Chrysostome FOUCK ZONZEKA
Secrétaire de rédaction :
Clotaire DIABOUA
Siège de la Rédaction :
Hôtel Saphir (Brazzaville)
Chef Bureau Pointe-Noire :
Marcel BITADI. Tél: 05.557.78.71
Mise en pages :
Tornado

congolaise, cette année-là, avec sa nomination comme ambassadeur du Congo en France.

En 2002, il fut le candidat de la République du Congo, soutenu par le Président Denis Sassou-Nguesso, au poste de secrétaire général de l'O.i.f (Organisation internationale de la Francophonie) contre l'ancien Président sénégalais, Abdou Diouf, soutenu par le Président français Jacques Chirac, pourtant ami du Président congolais.

En novembre 2014, lors du sommet de l'O.i.f à Dakar, toujours soutenu par le Président de la République, Henri Lopès est de nouveau candidat au même poste, pour succéder cette fois à

Abdou Diouf. Mais, une fois encore, la France, cette fois avec le Président François Hollande, qui n'est pas l'ami de Denis Sassou-Nguesso, même s'il lui donnera un coup de pouce plus tard, fait pencher la balance en faveur de la Canadienne d'origine haïtienne, Michaëlle Jean. Deux échecs qui auront marqué la vie de l'homme d'Etat congolais, mais qui n'enlèveront en rien sa grandeur d'écrivain et d'homme d'Etat congolais. Très proche du Président Denis Sassou-Nguesso, Henri Lopès est un grand pan de l'histoire du Congo qui s'en est allé.

Jean-Clotaire DIATOU

La dette de l'Etat à Commisimpex, un héritage toxique aux générations futures

Il ne fait pas de doute que la dette de l'Etat à la société Commisimpex, adossée aux deux sentences de la Cour internationale d'arbitrage de la C.c.i (Chambre de commerce internationale) de Paris, est un héritage toxique que la génération actuelle aux affaires publiques risque de léguer aux générations futures. Et même si le P.n.f (Parquet national financier) de Paris annulait la sentence du 21 janvier 2013, pour cause de corruption, il restera la sentence du 3 décembre 2000 qui continuera à produire ses effets. C'est dire que dans cette affaire, le Congo ne pourra plus s'en sortir sans tâter ses poches. L'affaire est arrivée trop loin, pour espérer qu'elle peut être balayée d'un revers de la main, par une quelconque juridiction.

L'affaire de la dette de l'Etat congolais à Commisimpex est bien partie de Brazzaville. Dès le départ, à la fin des années 80, c'est une dette reconnue par toutes les instances congolaises traitant de la dette. A ce propos, dans son arrêt du 27 juin 2003, la Cour suprême, présidée alors par Placide Lenga, rappelait ce qui suit:

«D'après la Caisse congolaise d'amortissement, les créances de Commisimpex s'élevaient à la somme 29.949.284.818 francs Cfa (29 milliards 949 millions 284 mille huit cent dix-huit francs) à la fin de l'année 1986. Ce montant représentait les créances en principal et les intérêts arrêtés par la Caisse congolaise d'amortissement ; dans une fiche technique de calcul.

Le 13 février 1987, Commisimpex avait trouvé pour la République du Congo, un prêt de 45 millions de dollars américains, consenti par une banque parisienne. Sur ce montant, la République du Congo lui avait concédé, le 27 avril 1987, un paiement de 15 millions de dollars américains. Ensuite, le 14 octobre 1992, le patron de Commisimpex, Mohsen Hojeij, signait, avec l'Etat congolais représenté par le ministre en charge des finances, Ngoula Mougounga Nkombo, et le directeur général de la Caisse congolaise d'amortissement, le protocole d'accord n°566 selon lequel la dette restante était consolidée à hauteur de 22 milliards de francs Cfa, assortie d'un taux d'intérêt de 10,5% par année de retard.

Après cet accord, l'Etat congolais avait émis à l'ordre de Commisimpex, pour le règlement de la dette, huit séries de billets à ordre en francs Cfa et en devises (dollars américains, livres sterling, francs français). C'est ainsi que n'arrivant à recouvrer ses créances et détenant les billets à ordre, Mohsen Hojeij, avec l'assistance de ses avocats, va saisir, le 13 mars 1998, la Cour internationale d'arbitrage de la C.c.i (Chambre de commerce internationale) de Paris, conformément à la clause compromissoire contenue dans le protocole d'accord n°566. Par une sentence arbitrale définitive, rendue le 3 décembre 2000, le Tribunal arbitral a condamné solidairement la République du Congo et la Caisse congolaise d'amortissement à lui payer diverses



Le Falcon Fx bradé à 7,1 millions d'euros, dans une sommaire vente aux enchères

sommes d'argent, assorties d'un taux d'intérêt de 10,5% par année de retard.

L'Etat congolais ne payant toujours pas, Commisimpex a saisi, le 3 septembre 2001, le Tribunal de commerce de Brazzaville, qui avait désigné le Cabinet d'expertise comptable Ernest & Young, pour déterminer les montants dus. Le 25 septembre 2001, le cabinet rendait son rapport établissant la dette à la somme de 7 milliards 221 millions de francs Cfa. Sur la base de ce rapport, le président du Tribunal de commerce de Brazzaville rendait, le 9 novembre 2001, «une ordonnance sur pied de requête» par laquelle il confirmait ce montant, en plus du montant lié à la sentence rendue par le Tribunal arbitral de Paris, en y appliquant les intérêts relatifs aux années de retard.

Le tribunal de commerce de Brazzaville ordonnait par ailleurs à la Caisse congolaise d'amortissement d'inscrire la totalité de ces sommes au titre

de la dette de l'Etat. Il avait décidé qu'à compter du 30 septembre 2001, ces sommes seront réévaluées selon le taux de 10,5% l'an, avec actualisation annuelle jusqu'à leur entier paiement par la Caisse congolaise d'amortissement.

Le gouvernement et la C.c.a feront appel de cette décision et iront jusqu'en cassation à la Cour suprême qui, le 27 juin 2003, casse l'arrêt de la Cour d'appel qui allait dans le sens de la décision du Tribunal de commerce, et qui renvoyait les parties à l'exécution de la sentence rendue par le Tribunal arbitral de Paris. C'est dire que la bataille judiciaire dans la dette de l'Etat congolais à Commisimpex est bel et bien passée à Brazzaville.

D'ailleurs, est-ce pour éviter la procédure judiciaire? En août 2003, il y a eu un accord de règlement à l'amiable. Ce fameux accord qui sera fixé étrangement à 48 milliards de francs Cfa, au lieu de 22 milliards. Le Congo va ensuite dénoncer cet accord, comme

ayant été signé sur la base d'un faux document, à savoir une lettre attribuée au Président de la République qu'il aurait adressée au patron de Commisimpex. Bref, l'évolution de cette affaire dans les instances congolaises se fera sur fond d'un climat de corruption ambiant et la société Commisimpex décrite comme faisant partie «des créanciers qui préfèrent user de leur réseau d'influence dans l'espoir d'obtenir un traitement plus favorable», les démarches engagées par celle-ci en 2003 et 2004 s'inscrivent clairement dans cette stratégie. Mais, on a beau dénoncer le climat de corruption ambiant, dès lors qu'au Congo, personne n'est condamné pour corruption, il est difficile de convaincre à l'étranger sur ce climat de corruption ambiant.

«Une information judiciaire a été ouverte par réquisitoire introductif en date du 15 avril 2022, des chefs de corruption active et passive. Ce dossier trouve son origine dans une plainte émanant de la République du Congo, adressée au P.n.f au mois d'octobre 2021», avait fait savoir le ministère public, en août 2022. Dans le viseur du Parquet national financier, le président du Tribunal arbitral qui avait rendu l'arbitrage de 2013, Yves Derains, soupçonné d'avoir «entretenu des liens financiers et secret» avec le patron de la société Commisimpex, comme cela se passait à Brazzaville. Le Congo attend donc l'aboutissement de l'ouverture de cette information judiciaire. Comme qui dirait, dans l'affaire de Commisimpex, la corruption a été de beaucoup pour aboutir à des montants qui sont loin des travaux réalisés au Congo et de leurs intérêts. Nous ne reviendrons sur cette affaire que s'il y a de nouveaux rebondissements.

Jean-Clotaire DIATOU

U.p.f (Union de la presse francophone) Section Congo

Elbi Enkari élu comme nouveau président

La section Congo de l'U.p.f (Union de la presse francophone) a tenu son assemblée générale, lundi 6 novembre 2023, à Talangaï, le sixième arrondissement de Brazzaville, pour renouveler son bureau. Ainsi, un bureau de six membres a été mis en place. Il est dirigé par Elbi Enkari comme président et comprend: Aimé Fénel Koko (Premier vice-président); Virginie Clémence Mbassi (Deuxième vice-présidente);



Elbi Enkari

Blanche Simona (secrétaire générale); Ludovic Saboukoulou (Secrétaire général adjoint) et Sandrine Romarite Atipo Ntsa (Trésorière).

Santé

Les maladies de la peau: entre croyances et médecine moderne

On a tous, dans notre entourage, entendu une personne se plaindre de problèmes de peau, le plus souvent associés à un prurit, avec des démangeaisons. Je vous laisse imaginer la surcharge entre les croyances et la réalité médicale. Que nous apprend la médecine sur les maladies de la peau? Un préalable: toutes maladies où toute lésion de la peau doivent bénéficier d'une consultation auprès d'un médecin, à défaut d'un dermatologue, le spécialiste des maladies de la peau. Le plus souvent, c'est l'apparition de tâches, de rougeurs ou de démangeaisons qui sont au premier plan. Il faut chercher à en déterminer la cause.

La liste des maladies de la peau n'étant pas exhaustive, en voici quelques exemples:

- les maladies inflammatoires de la peau: dermatite atopique (eczéma); urticaire; acné dermique séborrhéique; rosacée; couperose; érythrose; psoriasis, etc;

- les lésions précancéreuses et les cancers de la peau: carcinome cutané; mélanome cutané; lymphome cutané; sarcome cutané...

Prenons le cas d'une dermatite (il s'agit d'un terme vague désignant différents troubles de la peau), un exemple probable-



Dr Patrice Badila Kouendolo.

ment plus parlant aux yeux de la population, un tableau qu'on peut croiser dans nos cités, car il s'agit d'une inflammation des couches superficielles de la peau, caractérisée par un prurit (démangeaisons), des cloques, un érythème (rougeur), un œdème et souvent un suintement, des croûtes, des desquamations.

Les causes en sont nombreuses, incluant la sécheresse cutanée, le contact avec une substance particulière (produit de maquillage de qualité douteuse), certaines drogues et certains médicaments et les varices.

Le diagnostic de ces maladies est généralement basé sur les symptômes, confirmé par les résultats de tests cutanés ou par un prélèvement cutané ou par la présence d'agents irritants suspectés ou même d'un médicament. D'où la nécessité d'avoir un avis médical. L'automédication, l'utilisation de produits quelconques peuvent aggraver les lésions de la peau. En évitant les agents irritants ou les allergènes (substances qui provoquent une réaction allergique) réduit le risque de dermatite. Le traitement dépend de la cause et des symptômes spécifiques.

Un mot sur les infections mycosiques, qui ne sont pas des dermatites, mais des infections superficielles de la peau, des muqueuses des cheveux ou des ongles par des champignons microscopiques.

Qu'est-ce que la gale?

La gale est une épidémie qui continue de sévir à travers les continents. Il s'agit d'une maladie de la peau due à un sarcopte, minuscule parasite de la famille des acariens qui a la capacité de pénétrer l'épiderme et de s'y reproduire. Elle provoque des démangeaisons intenses, avec un risque important d'infection de la peau à cause de lésions de grattages intenses. C'est une maladie de peau contagieuse, qui peut toucher tous types de personnes quel que soient l'âge, le niveau d'hygiène et le milieu social de la personne. La transmission se fait par contact direct.

Les symptômes de la gale surviennent après la période d'incubation, en moyenne de trois semaines, mais pouvant aller de 1 à 6 semaines en fonction de l'importance de l'infestation par le sarcopte. La gale est le plus souvent localisée entre les doigts des mains, à l'avant des poignets, sur les coudes et les avant-bras, au nombril, à l'intérieur des cuisses, au niveau des organes génitaux chez l'homme et des mamelons chez la femme et sur les fesses. Si la gale peut se transmettre au sein d'une même famille, dans les établissements scolaires, les hôpitaux, et entre partenaires sexuels (la gale est une infection sexuellement transmissible). Le traitement est prescrit par voie locale et/ou orale et il dépend de la gravité de l'infection.

Pour conclure, l'intérêt de cet article est d'attirer l'attention de la population sur la nécessité de consulter un médecin, chaque fois qu'on a une infection de la peau. L'utilisation des pratiques non-validées par la science peut s'avérer catastrophique, le risque d'infection sur les lésions peut entraîner une septicémie, voir le décès. Il faut prendre conscience du danger que représentent les produits pouvant être allergisants, les comportements addictifs, sans oublier l'usage des plantes et huiles traditionnelles. Certains cancers peuvent avoir des manifestations sur la peau: le V.i.h; le lymphome cutané; les sarcomes cutanés, etc.

Des progrès significatifs ont été réalisés dans la prise en charge médicale des maladies de la peau. Certaines comme la gale, avec une contagion virulente, doivent attirer l'attention de notre système de santé, car on est bien dans un registre de santé publique, des pathologies qui ne connaissent pas de frontières.

Dr Patrice BADILA KOUENDOLO
Chef de Pôle, Chef de service de Gériatrie
Hôtel Dieu Le Creusot Groupe
SOS France

A.u.f (Agence universitaire de la francophonie)

Une trentaine d'étudiants formés à l'art de persuasion, dans la recherche de l'emploi

Le centre d'employabilité francophone du bureau de l'A.u.f (Agence universitaire de la francophonie) de la République du Congo, à Brazzaville, a abrité, du 17 au 20 octobre 2023, une formation d'une trentaine d'étudiants des établissements membres de cette institution universitaire internationale de la francophonie sur l'art de persuader avec la rhétorique. Sous le thème, «Comment persuader ou émouvoir un public avec la rhétorique?», cette formation était animée par le Pr Arsène Elongo et le Dr Lionnel Kindzuala Kindzuala, enseignants à l'Université Marien Nguabi.

La formation organisée par le bureau de l'A.u.f (Agence universitaire de la francophonie) à Brazzaville concernait les étudiants des 4 établissements membres de l'A.u.f: l'Université Marien Nguabi; l'Institut de gestion et développement économique (I.g.d.e); l'École supérieure de gestion et d'administration des entreprises (E.s.g.a.e) et l'Institut des sciences et techniques professionnelles (I.s.t.p.u).

«Il s'agit d'une suite logique des activités précédentes en l'occurrence «Le bon orateur», pour préparer l'étudiant en fin de formation d'affronter le monde du travail en toute sérénité. Notamment, lors des entretiens d'embauche, grâce à cet exercice, l'étudiant en quête d'emploi sera capable de convaincre son interlocuteur (l'employeur)», a souligné le Prof. Edouard Ngamounzika, responsable du bureau Auf de Brazzaville.



Photo de famille à l'esplanade de l'A.u.f, après la formation au leadership

Déroulant sa leçon inaugurale, le prof Arsène Elongo a construit son discours autour de quatre éléments: l'éthos; le pathos; le logos et le style. La maîtrise de ces paramètres est un gage sûr de réussite dans le processus de persuasion d'un interlocuteur ou d'un public, selon lui. Le conférencier estime que l'éthos, c'est la personnalité d'un individu, l'image

qu'on projette à travers le discours, etc. Quant au pathos, il consiste en l'exploitation des émotions de l'autre, mieux des émotions qu'il sied de réveiller ou de susciter à travers le discours, les faits et gestes. «Je dois deviner quelles sont les émotions qui sont en vous que je dois réveiller: la nervosité; la compassion; la honte; la colère, etc. D'où l'articulation d'un discours est fonction

de la maîtrise de l'auditoire auquel on va s'adresser. Notamment, ses réalités, ses croyances et ses attentes...», a expliqué l'orateur.

Le logos signifie le verbe, le discours ou la parole. Sur ce point, l'argumentation, la narration, la péroraison, les styles, les rythmes, les silences, etc, constituent les éléments du discours dont la bonne conception et/ou pratique participe à la persuasion des interlocuteurs.

Après la partie théorique, la phase pratique des étudiants était animée par Dr Lionnel Kindzuala Kindzuala. Il s'est agi de rendre opérationnelle la théorie apprise précédemment. Cette pratique s'inscrit dans le cadre du renforcement des capacités des étudiants finalistes en quête d'emplois ou d'auto-emplois, par l'entremise des centres d'employabilité francophones. Ces derniers constituent un des projets phare de la stratégie 2021-2025 de l'A.u.f en faveur des étudiants issus de ses mille établissements membres. Ces centres visent à soutenir l'employabilité et l'insertion professionnelle et à promouvoir l'entrepreneuriat.

Joseph MWISSI NKIENI

Université Marien Nguabi

Le Collège intersyndical appelle le gouvernement à tenir ses engagements

Le Collège intersyndical de l'Université Marien Nguabi a tenu, vendredi 3 novembre 2023, dans la salle du Synesup, au Complexe universitaire de Bayardelle, à Brazzaville, une réunion pour faire le point des négociations avec le gouvernement, après la levée de la grève du 17 février 2023 et pour définir la conduite à tenir. Cette rencontre s'est déroulée sous le co-patronage des secrétaires généraux Léon Makita Ndoumba (Synpes), Bienvenu Mpapougou (Synalu) et Jean-Didier Mbélé (Synesup).



Les responsables du collège intersyndical pendant la lecture de la déclaration

Après avoir suivi le compte-rendu de sa coordination, le Collège intersyndical de l'Université Marien Nguabi a, tout d'abord, réitéré ses félicitations à l'ensemble des travailleurs de l'université, pour le calme et la discipline observés depuis la levée de la grève et lui recommande la même détermination pour les batailles imminentes. Il a, ensuite, remercié le gouvernement pour le respect de son engagement contenu dans le point 2 du relevé des conclusions signé le 18 février 2023, avec la primature. Mais, il a déploré l'absence de contact depuis lors, pour la poursuite des négociations concernant les autres points du relevé des conclusions.

En considération de cela et au regard de l'état déplorable dans lequel se trouve l'Université Marien Nguabi, le Collège intersyndical a exigé: l'octroi, par le gouvernement, d'un budget qui prenne en compte l'ensemble des besoins de l'université, au titre de l'année académique 2023-2024; la nomination, dans les plus brefs délais, aux postes vacants de l'Université Marien Nguabi, notamment: le vice-président chargé de la recherche et de la coopération, le secrétariat général de l'Université Marien Nguabi, le doyen de la Faculté des sciences de la santé, le directeur de l'École nationale supérieure polytechnique, afin de pallier les dysfonctionnements scientifiques, administratifs et financiers de l'Université Marien Nguabi.

A cela s'ajoutent: la signature du deuxième protocole d'accord déposé par l'intersyndicale sur la table du gouvernement, depuis une année, en vue de résoudre l'épineux problème de la dette sociale à l'Université Marien Nguabi; le paiement des heures des vacataires et des heures diverses dues; le respect de la concomitance dans le paiement des salaires des agents de l'Université Marien Nguabi, avec ceux de la Fonction publique; la répartition équitable des recettes des visites médicales d'entrée à l'Université Marien Nguabi et le Ministère de tutelle, ainsi que l'arrêt de l'im-mixtion de la tutelle dans le processus des visites médicales d'entrée à l'Université Marien Nguabi; le paiement, par l'Etat, de la contribution du gouvernement au Cames, afin de permettre la délivrance des documents du Cames aux enseignants congolais.

Au-delà, le Collège intersyndical demande au gouvernement d'apporter les réponses attendues aux problèmes posés, dans les plus brefs délais. Autrement, il se réserve le droit de prendre ses responsabilités et de recourir à ses mécanismes habituels.

J. M. NK.

A.u.f (Agence universitaire de la francophonie)

Révéler le potentiel de leadership chez les étudiants congolais

L'A.u.f (Agence universitaire de la francophonie) par l'entremise de son campus numérique francophone de Brazzaville, a procédé, du 30 au 31 octobre 2023, à la formation des étudiants des établissements membres de cette institution, sur la manière de révéler le potentiel de leadership qui sommeille en eux. Cette formation s'inscrit dans la trajectoire des missions assignées à l'A.u.f, celle de créer des conditions qui permettent aux étudiants finalistes de pouvoir s'insérer dans le monde professionnel ou de créer leurs propres emplois. Et pour cela, l'aspect lié au leadership semble indubitable pour influencer les cibles épousant leur vision.

La formation organisée par le Campus numérique francophone de Brazzaville était assurée par Charles Kimfoumou, coach en art oratoire et leadership et Rolf Ngono, doctorant en grammaire française et enseignant de langue française au lycée. C'était en présence du prof Edouard Ngamounzika, responsable du bureau national de l'A.u.f en République du Congo.

«Comment révéler son potentiel de leadership?». C'était la question centrale autour de laquelle les étudiants ont été

édifiés. Pour Charles Kimfoumou, le travail a consisté à l'exploitation des éléments du leadership, de telle sorte que «les participants puissent s'armer des compétences qui vont avec le guide «Diriger» ainsi que certaines habitudes qui permettent de développer le leadership et l'art de s'influencer personnellement et d'influencer les autres».

L'objectif était de former les étudiants sur le leadership, en leur donnant les compétences qu'il faut. Mais au-delà des compétences, il faut aussi savoir se faire vendre. Et



Des étudiants formés à l'art de la persuasion

pour cela, il importe de faire montre de certains atouts et de certaines prédispositions à développer, a expliqué l'un des formateurs. Selon lui, l'objectif a été atteint, informer puis donner des compétences en termes de leadership. Tous les étudiants qui ont pris part à l'atelier ont pu être transformés. La devise étant la formation puis la transformation. Chaque formation doit être transformée, au risque de se déformer. Pour sa part, Rolf Ngono a

expliqué que si cette formation a pu se faire, c'est parce que, dans le système éducatif congolais, la dimension personnelle n'a pas, souvent, été prise en compte dans les programmes. Lorsqu'on enseigne, plutôt on prépare les étudiants à intégrer le domaine lié à la Fonction publique. Mais, on ne regarde pas souvent la dimension personnelle. Comment l'étudiant peut-il faire pour se développer, avoir les atouts et le comportement qui peuvent

l'aider à intégrer le milieu professionnel sans difficulté. Grâce Eloko et Reinette Tondo, participants et étudiants en fin de formation ont retenu qu'il est important de développer la dimension personnelle, pour influencer les autres à adhérer à votre idée.

Le mot leadership vient de l'anglais «to lead», qui veut dire mener. Donc, un leader c'est quelqu'un qui mène. Et ceux qui suivent les leaders

sont des «followers», c'est-à-dire des suiveurs. Donc, dans mener, on a l'aspect de guide, de direction et de l'influence. Et il s'agit, ici, d'influencer dans l'exemplarité, de guider tout en étant empathique et de diriger en ayant une vision précise. Quand on a tous ces outils pour gérer une communauté, cela fait de la personne un bon leader.

J. M. NK.

Témoignage

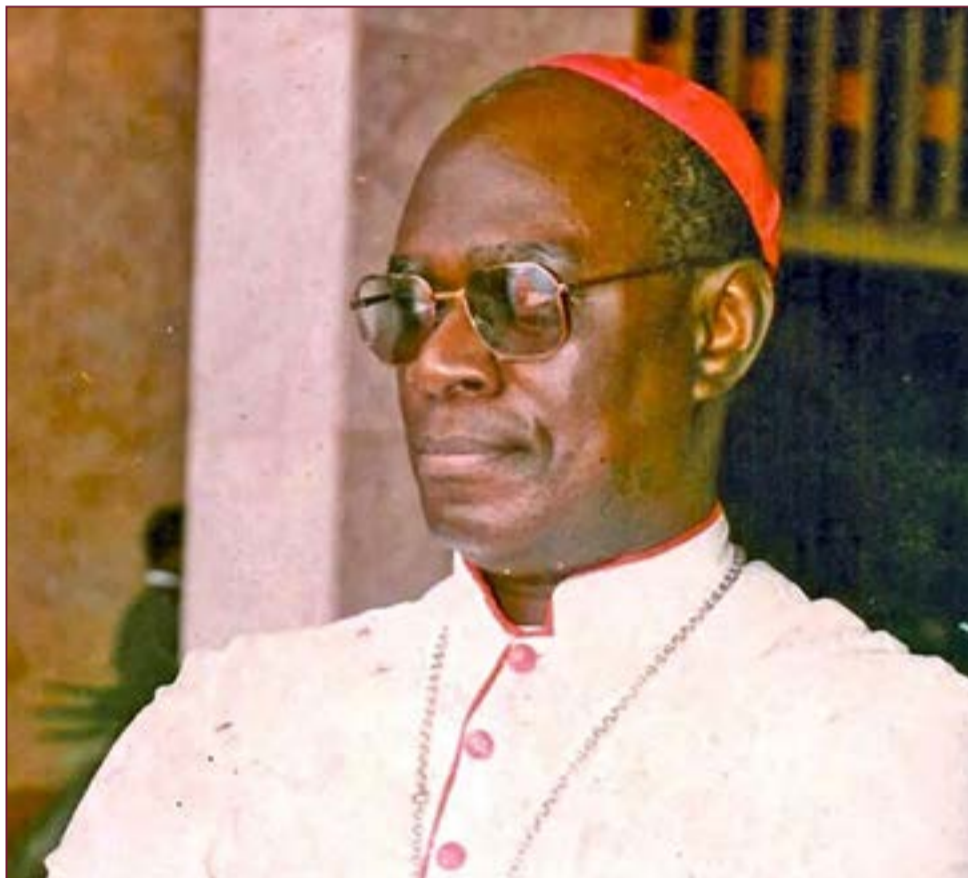
In memoriam: mon frère et ami, Ernest Kombo, «La caserne» !

Ernest, ça fait déjà 15 ans que Dieu notre Père t'a rappelé à lui. C'était le mercredi 22 octobre, trois semaines à peine après la fête de ta vénérée sainte, Sainte Thérèse de l'Enfant-Jésus. Décidément, les voies de Dieu sont mystérieuses. Que sa volonté soit faite!

Ernest, tu étais un prédestiné. Ton «kimuntu», ta culture koongo, ta foi chrétienne, ton sacerdoce, ton épiscopat et la politique congolaise auront été le «modus vivendi» de ta vie. L'un et l'autre ont particulièrement éclairé ta vie. A travers ce que ta discrétion et ta pudeur ont laissé paraître de ton histoire personnelle, je voudrais paraphraser le Cardinal André Vingt-Trois, pour dire que nous comprenons que les enchaînements d'une vie peuvent toujours être déchiffrés de manières différentes, selon la lecture que l'on utilise. On peut évidemment lire l'histoire de ta personne dans la seule logique de la Conférence nationale souveraine qui conduit notre beau pays, le Congo, à la véritable démocratie. On peut la lire aussi comme un chemin au long duquel les épisodes douloureux et atroces sont comme la partie visible et cruellement éprouvée d'une alliance entre Dieu et l'humanité, entre Dieu et chacun des humains dont il veut faire son fils.

Ernest, pour ceux qui ont eu la chance de t'approcher et de te connaître personnellement comme moi au Petit-séminaire Saint-Paul de Mbamou, et comme d'autres au noviciat chez les jésuites, au Cenages (Centre national de gestion), à la Paroisse Sainte-Anne de Poto-Poto, dans les Diocèses de Nkayi, de Pointe-Noire et d'Owando, à la «Maison Saint-Ignace» à Brazzaville, et pendant la Conférence nationale souveraine, ce n'est ni ton intelligence, ni l'acuité de ton esprit, ni l'amplitude de ta culture, ni ton franc-parler, ni encore ton humilité, tous réels qu'ils fussent, qui frappaient d'abord, mais plutôt la vigueur et la force de ta foi.

Ernest, tu étais avant tout un croyant. Tu ne cessais de me dire cette belle phrase de l'archange Gabriel à Marie, à Nazareth: «Rien n'est impossible à Dieu». C'est pourquoi dans tes sermons ou dans la conduite quotidienne de ta vie, tu rapportais tout à Dieu dont tu avais tout reçu. Tu me l'avais encore prouvé lorsque j'étais venu te rendre visite à l'Hôpital Val-de-grâce de Paris où tu m'avais invité à assister à la messe avec toi, dans le petit oratoire de l'hôpital où nous n'étions que nous trois: le célébrant,



Mgr Ernest Kombo

toi et moi. Malgré la fatigue, tu lus avec joie la lecture du jour. Qui plus est, au moment de la prière universelle, les larmes aux yeux, tu supplias le Seigneur en ces termes:

A- Dieu donne au Congo la véritable paix, la véritable réconciliation et des dirigeants plus honnêtes, plus altruistes et plus humains;

B- Dieu sauve l'Eglise du Congo dont certains prêtres, religieux et religieuses courent de plus en plus après les honneurs et cherchent à n'être que les amis de ceux qui sont au pouvoir;

C- Fais de l'Eglise du Congo, une église à l'écoute des pauvres. Car une église qui ne peut se mettre à l'écoute des pauvres ne sera pas en mesure de se mettre à l'écoute de la parole de Dieu. Ernest, les calomnies, les médisances, la haine et le tribalisme dont tu fus victime de la part des prêtres, des religieux et des chrétiens lorsque tu fus évêque de Nkayi ou administrateur apostolique du Diocèse de Pointe-Noire, ne rompirent pas ta foi. Grâce à ta vigueur, à ton ardeur, et à ton message de l'Evangile, tu auras fait éclore beaucoup de vocations et donné ipso facto de nombreux prêtres au Diocèse d'Owando. Persuadé d'avoir tout reçu gratuitement, tu étais passionné du désir d'annoncer à tous la surabondance de l'amour de Dieu pour l'hu-

manité en général et pour le peuple congolais en particulier et de transmettre l'appel du Christ à vivre de cet amour. Cet amour, tu nous l'avais témoigné pendant la Conférence nationale souveraine.

Ernest, tu étais aussi un homme politique, sans t'être affilié à un parti politique. Tu ne t'exclusais pas du débat qui s'engageait dans la cité. Car pour toi, parler ou faire de la politique, c'était parler de la vie de la cité dont personne n'était en situation ni en droit de se retrancher. Participer à l'activité politique devenait, selon toi, une impérieuse mission qui incombait ou incombe à tout citoyen congolais, membre d'un parti, sans-parti, chrétien, musulman ou athée. C'est pourquoi tu t'impliquais aux fins de trouver des solutions aux événements dramatiques vécus par le peuple congolais en 1993, en 1997 et en 1998. Combien de fois ne versais-tu pas des larmes sur mes épaules en me demandant: «Pourquoi les hommes politiques congolais n'arrivaient-ils pas à fructifier et à pérenniser l'héritage légué par la Conférence nationale souveraine: la paix et la démocratie? Pourquoi préféreraient-ils résoudre les problèmes de la nation par la violence et non par le dialogue?».

Ernest, homme politique, quoique prônant le dialogue et la tolérance, tu as été aussi calomnié et

sali. Par exemple, en 1992, certaines gens n'hésitèrent pas, dans un quartier de Brazzaville, de te tourner en dérision, en fouettant un

bouc couvert d'une tunique et d'une calotte violettes tout en psalmodiant: «Kombo, Sassou même combat, traîtres». Tu négligeas ces dérisions, ces sarcasmes et ces injures qui n'étaient que barbaries et qui, en aucun cas, ne pouvaient te détourner de ton combat pour la paix et pour l'unité. Tu ne cessais de me rappeler aussi qu'en politique, il y avait souvent la tentation de saïr et que, comme le disait le Président Houphouët-Boigny, «Dieu lui-même, créateur du monde, n'a jamais eu l'unanimité de ses créatures».

Ernest, ce qui était la source de ta joie et de ton action de grâce, c'était de voir que la Providence accomplissait son œuvre par des voies qui nous restent souvent mystérieuses mais que la foi apprend à reconnaître.

Ernest, en ce 15ème anniversaire de ton rappel par Dieu, le Père, je viens t'apporter ici, l'hommage de mon attachement et de mon amitié infailible. Pour notre pays où tu tenais une place particulière, tu es une grande figure qui a disparu. Avec ton décès, j'ai perdu un frère et un ami de 49 ans. «La Caserne», comme nous t'appelions au petit-séminaire, au revoir et «repose en paix dans la lumière du Visage de Dieu, notre Père».

Dieudonné ANTOINE-GANGA

Commentaire

Lire son journal sur une tablette tactile ou le plaisir de s'informer

La tablette tactile est un terminal numérique qui se situe entre le téléphone smartphone et l'ordinateur, qu'il soit portable ou de bureau. Aujourd'hui, tous ces terminaux numériques offrent les mêmes fonctions, grâce aux applications adaptées et devenues compatibles. Ainsi, une application comme WhatsApp, créée au départ, en 2009, comme système de messagerie instantanée et chiffrée, réservée aux réseaux de téléphonie mobile, a des versions adaptées pour l'ordinateur. Ce qui donne la possibilité d'envoyer très facilement des fichiers, à partir de son ordinateur et de les enregistrer directement aussi sur son ordinateur.



Lire le journal sur une tablette tactile, un vrai plaisir

La presse écrite diffuse de plus en plus en ligne. L'impression des journaux étant coûteuse et problématique sur la question du papier, un nombre sans cesse croissant de journaux se limite dorénavant à la diffusion en ligne, au format P.d.f («Portable document format»), application d'ordinateur créée en 1992 et qui a depuis des versions adaptées et compatibles à la téléphonie mobile, facilitant ainsi l'échange de documents, tout en protégeant leur originalité.

Dans le format P.d.f, la tablette tactile apparaît ainsi comme le terminal numérique le mieux adapté, pour la lecture des journaux. Le format de l'écran de la tablette tactile s'apprête mieux à cet exercice que celui du smartphone ou ordiphone, qui est petit. Il est vrai que la plupart des lecteurs lisent maintenant la presse sur leurs téléphones portables smartphones. Mais, à vrai dire, il y a plus de plaisir à le faire avec une tablette tactile, quand on en dispose bien évidemment. La tablette numérique se présente mieux aussi pour la télévision. Suivre les émissions de télévision ou les vidéos sur l'écran d'une tablette tactile est mieux que sur celui du smartphone. Au-delà, c'est une question de goûts et de couleurs comme on dit, car il y a des lecteurs qui sont habitués à leurs smartphones. Le format de la tablette numérique est, par contre, moins adapté pour le téléphone. Ce qui fait sa difficulté à supplanter le smartphone.

Toujours est-il qu'avec l'évolution des T.i.c (Technologies de l'information et de la communication), la presse écrite, c'est-à-dire les journaux tels qu'on les connaît dans leur version papier seront de moins en moins produits. Les coûts économiques n'étant pas rentables, il faut que la presse soit soutenue pour maintenir l'impression sur papier. Faute de soutien, la presse écrite oriente sa diffusion en ligne, en format P.d.f. C'est un moyen de diffusion qui permet d'atteindre un nombre de lecteurs plus important, mais qui dématérialise la présence du journal. Certains lecteurs n'arrivent pas à s'y adapter, car habitués à voir le journal dans son aspect physique. Or, le journal papier est devenu lourd, économiquement parlant. Sa distribution sur le marché est l'autre facteur qui absorbe des ressources financières et qui ne permet pas d'atteindre un grand nombre de lecteurs. Certains lecteurs, quand ils reçoivent le journal en format P.d.f, l'impriment et le mettent à la disposition de leurs clients. Seulement, il faut dire aussi qu'avec les informations en ligne, les lecteurs sont si submergés que beaucoup ne lisent même plus les journaux qu'ils reçoivent. Bref, le temps manque. Les mauvaises habitudes ne tardant pas aussi à s'installer, ils deviennent sous-informés, dans un contexte de surabondance d'informations en ligne. Mais, il ne faut jamais oublier que c'est en lisant qu'on se cultive. Alors, même s'il y a surabondance d'informations en ligne, un lecteur doit toujours avoir les journaux qu'il lit en priorité, pour son information et sa culture, en se ménageant du temps pour cela.

Jean-Clotaire DIATOU

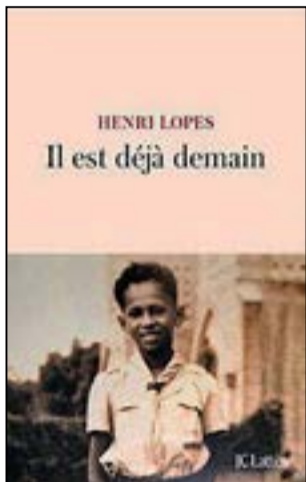
Littérature

Henri Lopès, un écrivain défenseur d'une identité plurielle et ouverte

Grand nom de la littérature africaine francophone, Henri Lopès est décédé dans la nuit du jeudi 2 novembre 2023, à l'Hôpital Foch, à Suresnes, en banlieue de Paris, en France, cinq jours avant la Journée internationale de l'écrivain africain, célébrée le 7 novembre de chaque année, depuis 1992. Il a tiré sa révérence à l'âge de 86 ans, laissant à la postérité une œuvre littéraire écrite qui perpétuera son nom de romancier ayant fixé son regard sur le devenir d'une Afrique post-coloniale métissée.

Né le 12 septembre 1937, à Léopoldville, alors capitale du Congo belge, d'un père commerçant portugais et d'une mère bangoulou ressortissante de l'actuel Département des Plateaux, Henri Lopès est un enseignant de profession, diplômé d'études supérieures d'histoire, à la Sorbonne, en France. Il arrive dans le monde de la littérature écrite congolaise, après son engagement politique qui le conduit à exercer de hautes fonctions politico-administratives. Il a publié, le 12 septembre 2018, aux Editions Jean-Claude Lattès, un roman auto-biographique sur ses origines, intitulé: «Il est déjà demain».

«Henri Lopès s'est longtemps demandé qui étaient les siens et quel était son héritage. Il a cherché, fouillé sa mémoire, les archives. Ce récit est devenu une enquête bouleversante. Ses parents étaient tous les deux métis, nés d'une mère «indigène» et d'un père colon. Henri Lopès a hérité de cette dualité. Il a étudié à Paris, est rentré à Brazzaville, est reparti. Ce récit, qui nous mène du Congo à la France, en passant par Moscou et Cuba, du début du siècle dernier au début de notre siècle, nous livre le portrait d'un



Le roman auto-biographique, avec une image de son enfance

homme qui a mené une vie engagée, poétique, pleine de péripéties, et d'un continent qui n'est dans aucun guide: une Afrique intérieure», écrit l'éditeur.

Politiquement, Henri Lopès est gagné aux idées socialistes, mais il sera membre du P.c.t (Parti congolais du travail) qui, à sa création en décembre 1969, se définit comme un parti marxiste-léniniste d'avant-garde. Cadre de ce parti unique au pouvoir, il est auteur de l'hymne national «Les trois glorieuses», l'un des emblèmes de la République Populaire du Congo (1970-1991) et de quelques chansons de pionniers comme «Lève ta tête». Sur le plan littéraire, Henri Lo-

pès est l'auteur d'une œuvre considérable qui contribuent largement à enrichir la littérature écrite congolaise, et donc africaine. Son premier ouvrage, «Tribaliques», un recueil de neuf nouvelles, publié par les Editions Clé du Cameroun, en 1971, lui permet de décrocher le Grand-Prix littéraire d'Afrique noire. Suivra en 1976, son premier roman, «La nouvelle romance», puis un an après, un deuxième roman, «Sans tam-tam» et les autres, «Le Pleurer-Rire» (1982), «Le chercheur d'Afrique» (Seuil, 1989), «Sur l'Autre Rive» (Seuil, 1992), «Le Lys et le Flamboyant» (Seuil, 1997). En 1993, il reçoit le Grand-Prix de la Francophonie décerné par l'Académie française.

Dans les années 2000, alors qu'il est ambassadeur du Congo à Paris, il enchaîne les romans suivants: «Dossier classé» (Seuil, 2002); «Ma grand-mère Bantoue et mes ancêtres les Gaulois», recueil, (Gallimard, 2003); «Une enfant de Poto-Poto» (Gallimard, 2011, Prix de la porte dorée); «Le Méridional» (Gallimard, 2015). Son dernier roman, «Il est déjà demain», bouclant une œuvre qui fait de lui un talentueux romancier. Un éditeur présente son œuvre ainsi

qu'il suit: «Ses écrits réalisés au Congo révèlent les contradictions de l'Afrique indépendante; elle évoque surtout le combat que l'individu mène contre les entités collectives, en s'appuyant sur la lecture et le savoir. Son œuvre parisienne très intimiste est une quête identitaire de ses principaux personnages à travers le temps».

Le quotidien français «Le Monde» le présente comme un «peintre sarracastique des malheurs de l'Afrique post-coloniale, chantre d'une Afrique métissée et d'une langue française en perpétuelle réinvention. Henri Lopès est l'un des grands noms de la littérature congolaise». «Étudiant à Paris dans les années 1960, il fréquente la librairie Présence Africaine où il découvre l'«Anthologie de la poésie africaine et malgache» de Senghor qui devient son livre de chevet. Ses premiers écrits sont ainsi imprégnés de l'influence de Senghor, de Césaire, mais aussi d'Aragon, à ses yeux le plus grand poète français». «Délaissant la thématique du pouvoir dans ses romans, Henri Lopès, lui-même métis, met en scène des personnages à l'identité problématique, dont l'histoire se partage entre plusieurs continents. Critique vis-à-vis de la Négritude, il revendique une identité plurielle, ouverte».

Jean-Clotaire DIATOU

Ministère de l'industrie culturelle, touristique, artistique et des loisirs

La ministre Lydie Pongault a visité l'Ecole de peinture de Poto-Poto rénovée

La ministre de l'industrie culturelle, touristique, artistique et des loisirs, Mme Marie-France Lydie Hélène Pongault, a visité, jeudi 2 novembre 2023, l'Ecole de peinture de Poto-Poto, située non loin du Rond-point Mougali, à Brazzaville, après sa rénovation, dans le cadre de la tenue du sommet des trois bassins forestiers tropicaux du monde, car retenue comme site de visite, au cours de cet événement.



Le directeur Parfait Mbon offrant un tableau de peinture à la ministre Lydie Pongault



La photo de famille de la ministre Lydie Pongault avec les artistes peintre

A son arrivée, la ministre en charge de l'industrie culturelle est reçue par Parfait Mbon, directeur de l'Ecole de peinture de Poto-Poto, heureux de voir son environnement transformé par une cure de jouvence, tout comme les artistes peintres qui y évoluent.

«Madame la ministre, nous sommes très heureux qu'à l'occasion du sommet des trois bassins forestiers tropicaux, l'Ecole de peinture de Poto-Poto s'est faite peau neuve. Même les élèves peintres ont été habillés. L'environnement est devenu sain», a-t-il déclaré. S'en est suivie une visite des lieux, pour apprécier les tableaux exposés, les œuvres des artistes peintres de cette mythique école qui a formé de grands noms d'artistes peintres comme Gonthène, le Picasso congolais, et bien d'autres.

Au terme de sa visite, la ministre Pongault a livré ses impressions en ces termes: «Je suis venue à l'Ecole de peinture de Poto-Poto, parce que, sur instruction du Premier ministre, nous avons le devoir de promouvoir la destination Congo. Pour cela, nous avons établi un itinéraire à faire visiter nos amis. Dans ce surcircuit, il y avait l'Ecole de peinture de Poto-Poto qu'il fallait rénover et lui donner la vie. C'est ce qui fut fait. Voilà pourquoi nous sommes venus voir et savoir si cette école a reçu la visite de nos visiteurs. Nous sommes heureuse de voir comment la visibilité de cette école a été rétablie et son environnement assainie».

La ministre en charge de l'industrie culturelle a donné aussi quelques conseils à l'équipe de maîtrise, pour garder ces lieux propres. En tout cas, quand on passe du côté de l'Ecole de peinture de Poto-Poto, on est satisfait de cet environnement qui a produit et continue de produire des artistes peintres de grande renommée.

Chrysostome FOUCK ZONZEKA

16^{ème} édition du Festival international Tseo

Sous le signe de la protection de l'environnement

Le Festival Tuseo a tenu sa 16^{ème} édition, du 26 au 28 octobre 2023, à l'I.f.c (Institut français du Congo) de Brazzaville, sous le thème: «Les rires verts, échos-logiques». Ce thème, qui renvoie à la protection de l'environnement, s'explique par le fait que cette édition s'est tenue durant la période où se déroulait, au Centre international de conférences de Kintélé, le deuxième sommet des trois bassins forestiers tropicaux du monde.

Comme à l'accoutumé, les artistes humoristes qui ont animé ce festival sont venus de plusieurs pays, cette fois notamment du Congo-Brazzaville, de la RD Congo, du

Mali, de la France, de la Côte d'Ivoire, etc. Ils ont emballé le public de rire durant les trois jours du festival, à travers des spectacles qui ont montré la vigueur de ce fes-



Lauryathe Bikouta (à droite), la promotrice du Festival Tuseo

tival qui, l'année internationale du rire Tuseo se tient au mois d'octobre, à l'Institut français du Congo.

Nana KABA

Chaque jeudi L'Horizon Africain sur le site internet: www.lhorizonafricain.com

Football

Qui succèdera à Paul Put à la tête des Diables-Rouges?

Pour faute de résultats, le technicien belge, Paul Put, a été limogé de la tutelle des Diables-Rouges, par la Fécofoot (Fédération congolaise de football). Il s'agit, en effet, d'une séparation dite à «l'amiable». L'appel à candidature lancé pour trouver un nouveau sélectionneur ayant accouché d'une grosse souris a contraint la Fécofoot à solliciter une rencontre avec le ministre en charge des sports, pour la nomination urgente d'un intérimaire chargé de faire face aux échéances qui pointent déjà à l'horizon, à savoir les deux prochaines journées des éliminatoires de la Coupe du monde de football.

Partira ou partira pas? La question sur le limogage de Paul Put de la tête de la sélection nationale des Diables-Rouges football, est restée pendante depuis l'élimination du Congo, par la Gambie, de la course vers la phase finale de la C.a.n (Coupe d'Afrique des Nations de football) Côte d'Ivoire 2023.

Nommé officiellement le 27 mai 2021, pour améliorer les performances des Diables-Rouges et notamment les faire qualifier pour la phase finale de la Can en Côte d'Ivoire, et après environ deux ans de prestation, l'entraîneur Paul Put a produit des résultats qui se sont avérés médiocres. D'où son éviction tant attendue de la tête des Diables-Rouge. En effet, le bilan catastrophique du technicien belge se résume sur un total de 16 matches livrés: deux victoires, un nul et treize défaites. L'on reprochait aussi à Paul Put l'instabilité de sa sélection. Pendant plus de deux ans d'exercice, il n'a pas pu bâtir une équipe type. L'osature de son équipe variait d'une rencontre à une autre. Et pourtant, au sortir de la si-



Les Diables-Rouges attendent un nouvel entraîneur

gnature de son contrat, il avait promis «écrire une nouvelle page avec le Congo-Brazzaville, pour son équipe nationale». Malheureusement, cela a tourné plutôt à la déception. Réuni le mardi 31 octobre 2023, à Brazzaville, selon un communiqué de presse de la Fécofoot, son comité exécutif a procédé au dépouillement des dossiers reçus, suite à l'appel à candidatures de recrutement

d'un sélectionneur national, lancé le 16 octobre 2023 et dont la date butoir a expiré le 26 octobre dernier. Il ressort de ce dépouillement que 17 dossiers ont été enregistrés, dont 13 candidats expatriés et 4 entraîneurs de nationalité congolaise. Il faut dire que le comité exécutif a décidé de ne pas examiner les dossiers des entraîneurs expatriés d'autant plus qu'ils n'étaient pas concernés par cet appel

d'offre. Seules, les quatre candidatures des entraîneurs de nationalité congolaise ont été retenues. Mais, après examen des dossiers, aucun n'a été retenu, car ne remplissant pas les conditions d'éligibilité exigées par la Fécofoot. Ce faisant, les membres du comité exécutif ont sollicité une réunion de concertation avec le ministre en charge

des sports, afin d'envisager la nomination d'un coach intérimaire qui dirigera l'équipe A des Diables-Rouges, pour les deux prochaines journées des éliminatoires de la Coupe du monde de football zone Afrique, respectivement face à la Zambie, le 13 novembre et de l'Erythrée, une semaine plus tard, donc le 21 novembre.

Hervé EKIRONO

Fécofoot (Fédération congolaise de football)

Jean Guy Blaise Mayolas envisage d'organiser une journée de la fédération

Dans un entretien qu'il nous a accordé dimanche 5 novembre 2023, au Stade Alphonse Massamba-Débat, à l'issue du match retour des deux sélections départementales de Pointe-Noire et de Brazzaville, qui s'est soldé par un



Le président Jean Guy-Blaise Mayolas.

match nul de zéro but partout, alors qu'au match l'aller, les Ponténégrins l'avaient remporté par 2 buts à 1, le président de la Fécofoot (Fédération congolaise de football), Jean Guy Blaise Mayolas, pense que l'initiative des ligues de football est à convertir en une journée de la fédération. Voici l'essentiel de cet entretien.

*** Monsieur le président de la Fécofoot, quelles sont vos impressions à l'issue de ce match?**

** C'est une initiative à encourager. Je crois qu'au niveau fédéral, nous allons récupérer cette initiative, pour l'intituler: journée de la fédération. Les 11 ligues vont essayer de s'affronter au cours de cette journée. Si le calendrier nous le permet, nous le ferons le plus vite possible, car il y a des matches de l'équipe nationale, ceux du championnat national et puis nous avons le problème du Stade Alphonse Massamba-Débat, qui n'est pratiquement plus homologué. Nous avons réussi avec les amis de la Caf, la Confédération africaine de football, à faire que l'équipe des Diables-Noirs joue ses deux matches au Stade Alphonse Massamba-Débat. Après ces deux matches, c'est fini. Donc, pour le moment, on pourra voir avec les 11 ligues, pour organiser cette journée qui sera intitulée journée de la fédération. Ça va aussi booster les autres ligues. Par exemple, Brazzaville peut jouer avec le Pool à côté, le Niari avec la Bouenza et vice-versa. Nous allons étudier cette journée, pour qu'elle soit organisée d'ici peu.

*** Monsieur le président, la fédération a rendu public un communiqué de presse au sujet du sélectionneur national, disant que les entraîneurs congolais qui ont postulé ne répondent pas aux critères. Nous voulons avoir votre avis sur cette question!**

** Sur ce point, je crois que vous êtes reporter sportif, et donc vous êtes sans ignorer que la Caf exige la licence à chaque entraîneur, pour pouvoir exercer en clubs ou en équipe nationale.

Le diplôme, c'est votre vie, vous pouvez l'avoir, mais si entre temps, vous n'exercez pas, vous n'êtes plus sur le terrain, vous n'aurez pas de licence. Donc, nous avons fait le tour de la question, il s'avère que sur les quatre entraîneurs congolais qui avaient postulé, personne n'a une licence. Sinon, ils ont des diplômes, qui à l'U.e.f.a A. Mais, personne n'a l'U.e.f.a professionnelle. C'est vrai que ce sont des Congolais, mais aujourd'hui, ils n'ont pas de licence.

D'autres ont des diplômes depuis 2019. Mais, la Caf exige que l'entraîneur ait sa licence qui doit être à jour, chaque saison. Donc, c'est à renouveler chaque année. Dès que vous faites une année sans exercer, la licence tombe. C'est ce que le public congolais et même les entraîneurs ne comprennent pas. On pense que bon, c'est la cour du Roi Pétaud, on peut aller comme ça, même si on n'a pas de licence, on peut exercer, non!

*** Dans quelques jours, nous allons affronter la Zambie pour les éliminatoires de la Coupe du monde. Quelle est la solution pour l'équipe nationale, puisque nous n'avons pas de sélectionneur national?**

** La fédération congolaise a donné son avis: c'est au Ministère en charge des sports, qui paye les entraîneurs, d'en décider. Nous ne payons pas les entraîneurs. Si le Ministère des sports pense que nous pouvons prendre un entraîneur dans ces conditions-là, on fait avec. Mais nous, nous avons donné notre avis de techniciens. On ne peut pas s'engager dans cette voie. Au Ministère des sports de prendre ses responsabilités.

Propos recueillis par Luze Ernest BAKALA

L. E. B.

Fécofoot (Fédération congolaise de football)

Le championnat national direct ligue 1 de football, lancé dès le samedi 11 novembre

Le championnat national direct Ligue 1 de football, l'une des activités sportives phares de la Fécofoot (Fédération congolaise de football), reprend ses droits de cité dès le samedi 11 novembre 2023, dans les stades congolais. Au total, 14 équipes prennent part à cette compétition à savoir: As Otohô; Diables-Noirs; Etoile du Congo; Cara; Inter-club; J.s.t (Jeunesse sportive de Talangaï); As B.n.g (Bana nouvelle génération); Fc Kondzo; Ac Léopards; As Juk (Jeunesse unie du Kouilou); V Club Mokanda; Fc Nathaly's; As cheminots et le dernier promu, l'As Vegas. Ce championnat va se dérouler pendant près de sept mois, dans trois stades: Alphonse Massamba-Débat; Paul Sayal Moukila de Dolisie et le Complexe sportif de Pointe-Noire.

Le championnat national de football direct de Ligue 1 rythme la vie sportive nationale. Mais, depuis quelques années, il donne l'impression d'être en perte de vitesse, face à l'attrait exercé sur le public congolais par le champion-

nat européen, très médiatisé, avec des joueurs aux renommées internationales très abouties et qui sont de véritables acteurs clés qui font rêver les stades. Voilà qui attire devant le petit écran, le public congolais qui délaisse de plus en plus son

propre championnat.

En effet, les matches de ce championnat national se déroulent parfois dans des stades vides et les médias s'y intéressent très peu. On se souvient par exemple que la cérémonie de clôture du championnat passé, le dimanche 11 juin 2023, au Stade Alphonse Massamba-Débat, à Brazzaville, avec la remise des récompenses, s'était déroulée devant des gradins presque vides, alors qu'il y avait deux matches, Etoile du Congo et Diables-Noirs, puis As Otohô contre Cara. Le classico historique, Etoile du Congo/ Diables-Noirs, n'en est plus un. Il ne remplit plus le stade

comme dans les années 70 et 80.

A mon avis, il faut commencer par intéresser les médias qui doivent relever le niveau des enjeux des rencontres sportives. Quand il y a des défis entre supporters des deux équipes qui vont se rencontrer et que les médias en parlent, dans ces conditions, le public est intéressé à aller faire le Saint-Thomas au stade. Pour cette année, c'est donc reparti, dès le samedi, pour la première journée, avec des matches qui devraient attirer le public dans les stades. Reste à savoir si ça sera le cas.